

TRIBUNES D'EXPRESSION LIBRE des groupes politiques du conseil municipal

LE KREMLIN-BICÊTRE EN COMMUN



Une majorité engagée pour l'égalité des sexes et contre toutes formes de discriminations

En ce mois de mars, ô combien symbolique, nous sommes fières de partager avec vous les actions concrètes que notre équipe municipale, aux côtés de notre maire Jean-François Delage, a entreprises cette année dans son engagement constant pour l'égalité femmes-hommes.

La lutte pour l'égalité, ce sont des actions concrètes pour l'amélioration du quotidien des Kremlinoises :

La reconduction annuelle de la Semaine thématique des droits des femmes. La Ville a programmé des ateliers, des conférences et des événements visant à sensibiliser la population à l'égalité femmes-hommes et à la nécessaire prise de conscience collective qui doit être entreprise pour rendre la lutte efficace.

Un renforcement de nos politiques pour lutter contre le harcèlement de rue et la création d'accueils spécifiques au sein des services de la police municipale de proximité pour les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles.

Le déploiement de distributeurs de protections hygiéniques gratuites dans toute la ville, garantissant l'accès à ces produits essentiels sans contraintes financières pour lutter contre la précarité menstruelle,

Ensemble, continuons de bâtir un Kremlin-Bicêtre où chacun, indépendamment de son sexe, peut s'épanouir dans une ville respectueuse de ses droits.

Avec vous,

Corinne Bocabeille, Christine Museux et les élus du groupe KBEC

POUR UNE VILLE QUI NOUS RASSEMBLE



Notre Constitution doit garantir le droit à l'Interruption volontaire de grossesse (IVG)

Strictement réglementé aux États-Unis, en Pologne, au Brésil ou totalement interdit à Malte, en Égypte, au Chili : partout dans le monde, l'IVG est une variable d'ajustement que les rétrogrades en tout genre ne cessent de malmener à la moindre crise politique. En France, bien que garanti par la loi Veil (1975), plusieurs facteurs comme l'application de la clause de conscience, ou plus largement les disparités territoriales d'accès aux soins, rendent encore inégale l'application du droit à l'IVG.

Aujourd'hui, nous saluons la proposition de constitutionnalisation de ce droit qui reprend largement celle déjà présentée en 2017 par les sénateurs communistes. Mais restons vigilants face aux tentatives de la droite et des conservateurs de mettre en échec le texte en le vidant de son sens. Dans notre pays, le poids du lobby anti-IVG reste présent, à l'image de la dernière marche dite « pour la vie » qui s'est tenue le 21 janvier dernier à Paris.

Vendredi 8 mars prochain, à l'occasion de la journée de lutte pour les droits des femmes et à l'appel des organisations politiques, syndicales et féministes, faisons nombre dans la rue pour rappeler notre attachement à ce droit fondamental et au combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Les élus PCF, apparentés et Tous Citoyens.

ELUS SOCIALISTES

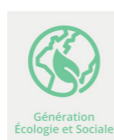
Hommage à Robert Badinter



En février, les socialistes ont appris avec une infinie tristesse la mort de Robert Badinter. Il avait fait de la lutte contre la peine de mort son combat et fait adopter son abolition au Parlement : dorénavant « la justice française ne sera plus une justice qui tue », disait-il. Robert Badinter incarne un autre combat, pour l'égalité, en dépénalisant l'homosexualité. En portant ces combats, Robert Badinter transcendait la République et poursuivait la pleine réalisation de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Avec sa disparition, la République perd un grand homme d'État et la vie politique un grand socialiste. Nous perdons aussi un infatigable défenseur des autres luttes à mener, comme celle contre les discriminations en tous genres, contre les violences faites aux femmes et pour la laïcité. C'est avec son souvenir et son modèle au Kremlin-Bicêtre nous nous efforcerons de poursuivre ces engagements républicains et humanistes : c'est porté par son inspiration que nous continuerons à travailler au rayonnement de ces causes justes, mises en place depuis le début de la mandature. En ce mois de mars, nous avons une pensée particulière et profonde pour lui, à l'occasion de la Semaine du 8 mars, dédiée dans notre ville aux droits des femmes. Merci M. Badinter. Vous avez tracé une voie dont nous ne dévierons pas, au service d'une humanité généreuse, fraternelle et attentive aux meilleures conditions de vie pour chacun !

Les élus socialistes

GÉNÉRATION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE



Pour une alimentation juste et saine

La crise agricole met en lumière un sujet majeur et pourtant trop peu mis en avant : notre alimentation. La question se pose aujourd'hui de sa production, mais la crise nous interroge aussi sur sa qualité. Que voulons-nous dans nos assiettes et comment souhaitons-nous que cela soit produit ?

Au Kremlin-Bicêtre, nous n'avons pas attendu pour nous poser ces questions. Notre commune est concernée au premier chef puisque nous produisons 1500 repas par jour pour nos huit écoles ainsi que pour le club Lacroix. Notre production alimentaire est faite en régie afin que nous puissions gérer et contrôler le processus de bout en bout. Les plats sont cuisinés par les 26 agents du service restauration ainsi la commune n'a plus recours à des produits préparés.

Cette démarche s'accompagne d'une vigilance particulière sur la qualité et la provenance des aliments utilisés. Notre diététicienne veille à ce que les fruits et les légumes soient de saison. Nous nous engageons fortement sur le sujet en poussant notre action au-delà des obligations légales. Ainsi nous faisons appel à un circuit court et bio pour les produits laitier ou le pain qui provient des boulangeries de la commune. De plus, nous proposons deux repas végétariens alors que la loi n'en impose qu'un.

Notre politique se veut responsable d'un bout à l'autre de la chaîne et nous continuerons à développer nos actions pour une alimentation juste et saine.

Génération écologique et sociale

TRIBUNES D'EXPRESSION LIBRE Groupes d'opposition

GROUPE ÉCOLOGISTE ET CITOYEN DU KREMLIN-BICÊTRE

La démocratie locale en péril



Dans l'ombre des instances municipales, la démocratie est en danger. La majorité municipale se comporte comme une forteresse impénétrable, excluant de manière obstinée l'opposition légitime. Chaque élu, qu'il soit de la Majorité ou de l'opposition, est censé représenter les citoyens, mais la majorité préfère construire un bastion d'emprise totale, ignorant ainsi le principe fondamental de représentation équitable. La SCIC HLM "KBH coopérative HLM" se transforme en un théâtre où la majorité orchestre un monologue autoritaire. Leurs réponses évasives, rejetant toute critique en invoquant un prétendu désaccord sur des projets HLM, ne parviennent pas à masquer la réalité d'une exclusion délibérée. Cette manœuvre politique discutable menace l'équilibre démocratique, créant ainsi une dissonance entre la prétendue représentativité et la réalité d'une majorité intolérante. Chaque instance devrait refléter véritablement la diversité des opinions, avec ses nuances de majorité et d'opposition. L'absence d'une voix critique au sein de ces sphères décisionnelles engendre un déséquilibre qui mine les fondements même de la démocratie locale. Cette tribune, sans compromis, souligne l'urgence d'une opposition active pour maintenir un équilibre sain. Le comportement autoritaire du maire actuel et de sa majorité doit être révélé au grand jour, car la démocratie ne peut prospérer que dans la lumière de la transparence et du respect des droits de chaque citoyen. Il e

KREMLIN-BICÊTRE EN AVANT, RADICAL ET ÉCOLOGISTE



La Coop HLM hors de contrôle !

Le patrimoine de l'ancien OPHLM communal, auparavant transféré à l'Office intercommunal Valdevy, est désormais propriété d'une société anonyme coopérative dont la ville a acquis le capital. Cette opération couronne trois ans d'efforts acharnés de l'actuelle majorité, uniquement guidée par l'objectif de défaire les réalisations de la précédente. Cette décision est d'abord une hérésie financière : la coopérative doit racheter les logements en payant une soulte à Valdevy financée par un emprunt ; la transaction engendre le paiement des droits de mutation de 2M € environ et divers frais d'études ; les frais de structure et notamment de direction ne sont plus mutualisés. Ainsi que le notait la Chambre régionale des comptes, « Le rachat du patrimoine (...) constitue une opération coûteuse pour les locataires ».

Ensuite, les premiers pas de la nouvelle gouvernance ne montrent aucun signe de redressement dans la gestion : les hausses de charges ne s'accompagnent pas d'un gain d'efficacité dans le traitement des multiples dysfonctionnements subis par les locataires, et la nouvelle direction est sourde à leurs revendications.

Enfin, les habitants sont pour l'heure écartés de toute participation aux instances, comme d'ailleurs les conseillers municipaux d'opposition : la majorité municipale, ne représentant que 30 % des kremlinoises, a décidé de verrouiller le conseil d'administration. Un scandale de plus à mettre au débit de la majorité.

Jean-François Banbuck

ENSEMBLE CHANGEONS LE KB

Voitures de fonction : stop au gaspillage d'argent public !



Lors du dernier conseil municipal, nous nous sommes opposés au vote d'une délibération portée par la majorité municipale proposant l'attribution de deux voitures de fonction. L'une pour le maire, l'autre pour le Directeur Général des Services récemment nommé (ancien directeur de cabinet du maire, et maire adjoint Kremlinoise de 2014 à 2018).

Dans un contexte financier préoccupant pour la ville, nous n'avons pas d'autre choix que de faire des économies de fonctionnement et de montrer l'exemple en matière de responsabilité financière et environnementale.

Par ailleurs, cette délibération est illégale. Un maire ne peut plus disposer d'une voiture de fonction, c'est la loi. Quels sont ces élus qui prétendent gérer notre ville mais qui ignorent la loi ?

Quelle absurdité d'allouer des voitures de fonction au maire dans une ville aussi petite que la nôtre, où les déplacements peuvent facilement s'effectuer à pied !

En adoptant une approche plus éthique, il est possible de mieux gérer les dépenses publiques et de contribuer à la préservation de l'environnement. C'est ce que nous défendons.

Malheureusement, le choix de la majorité municipale va à l'encontre de ces considérations et à l'encontre de l'histoire. Quand est-ce que cela s'arrêtera ?

L.Zinciroglu-N.Chiboub-JP.Ruggieri-L.Couto-L.El Krete

Les tribunes publiées par les groupes politiques du conseil municipal engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.